

Index AI : PRE01/272/2013
07 June 2013

Des paramilitaires projettent d'assassiner un militant des droits humains en Colombie

Les autorités colombiennes doivent garantir la sécurité d'un défenseur des droits humains et de sa famille, après qu'une source anonyme a averti la police locale que des paramilitaires avaient l'intention de les éliminer, a déclaré Amnesty International.

Le 3 juin, le commandant de la police du département de Sucre, dans le nord du pays, a reçu un courriel indiquant que des paramilitaires avaient l'intention de tuer le défenseur des droits humains Juan David Díaz, son épouse et « une troisième personne proche de la famille ».

« C'est loin d'être la première fois qu'un défenseur des droits humains de la région est menacé, et certains ont même été tués. Les autorités colombiennes doivent prendre toutes les menaces au sérieux et veiller à assurer la sécurité des personnes visées », a estimé Marcelo Pollack, chercheur d'Amnesty International sur la Colombie.

Juan David Díaz est membre du Mouvement national des victimes de crimes d'État (MOVICE), une coalition d'organisations de la société civile qui militent pour que les victimes d'atteintes aux droits humains commises au cours du conflit armé obtiennent vérité, justice et réparation.

Le MOVICE soutient également les paysans qui souhaitent retourner sur l'exploitation agricole de La Alemania, dont ils ont été chassés par les paramilitaires en 2000.

Selon le courriel reçu par la police, les personnes qui prévoient d'assassiner Juan David Díaz se trouvent en prison dans la ville côtière de Barranquilla, dans le nord du pays.

Plusieurs paramilitaires appartenant au bloc Héroes de los Montes de María (Héros de Montes de María) y sont incarcérés depuis qu'ils ont été reconnus coupables de l'assassinat du père de Juan David Díaz, l'ancien maire d'El Roble, une ville du département de Sucre, en 2003.

Juan David Díaz avait déposé plusieurs plaintes contre ces paramilitaires, affirmant qu'ils avaient organisé des crimes depuis l'intérieur de la prison.

Son père Eudaldo Díaz a été tué après avoir dénoncé les liens entre paramilitaires, politiciens locaux et forces armées, lors d'une réunion avec le président de l'époque Álvaro Uribe en février 2003. Le jour où Eudaldo a été tué, les paramilitaires ont également menacé Juan David Díaz – qui a ensuite échappé à plusieurs tentatives d'assassinat présumées.

« Les autorités doivent enquêter sans délai sur ces dernières menaces et prendre toutes les mesures nécessaires pour que les militants des droits humains en Colombie puissent faire leur travail sans craindre des représailles », a indiqué Marcelo Pollack.

L'exploitation agricole de La Alemania a été occupée en 2000 par des paramilitaires soutenus par l'armée colombienne. Environ 70 membres du groupe paramilitaire qui a tué Eudaldo Díaz ont pénétré sur ces terres et tué trois membres de la communauté.

Après cette occupation, les paramilitaires ont installé une base sur la ferme, dont les Milices d'autodéfense unies de Colombie (AUC) se sont servies comme centre d'opérations.

En mai 2010, les paramilitaires ont tué Rogelio Martínez, membre de la communauté et militant du MOVICE-Sucre ; en mai 2013, six hommes, dont deux au moins portaient des armes, sont venus chercher sa femme, Julia Torres Cancio, représentante légale des personnes qui vivent sur l'exploitation.

Au cours du conflit armé qui déchire la Colombie depuis de nombreuses années, entre trois et cinq millions de personnes ont été déplacées de force, tandis que des millions d'hectares ont été spoliés – souvent par le biais de violences infligées aux propriétaires légitimes.

Amnesty International a déjà dénoncé le fait que de nombreux Colombiens militant pour le droit à la terre sont pris pour cibles parce qu'ils défendent les paysans déplacés qui veulent retourner sur leurs terres.